

Syndicalisme et présidentielle.

La CFDT qui vient de déclasser la CGT en se hissant à la première place des organisations syndicales françaises, a appelé à voter MACRON et pas seulement au second tour des élections présidentielles. Même si cette prise de position est une rupture avec la tradition syndicale qui préconise une certaine distance entre les partis politiques (les « sectes », selon la *Charte d'Amiens* à laquelle la CFDT ne se rattache pas) et le syndicalisme, elle n'a rien d'étonnant. En effet, pendant tout le quinquennat de François HOLLANDE, la CFDT a été bienveillante avec le pouvoir même au moment des grandes mobilisations contre la loi EL KHOMRY.

Or, alors que le nouveau président n'est pas encore en fonction, le secrétaire général de la CFDT, Laurent BERGER, lance un double avertissement au vainqueur des présidentielles ; d'abord, il lui annonce qu'il ne bénéficiera pas de « l'état de grâce » et ensuite que pour changer la société il ne faut pas faire fi des organisations syndicales.

Pour comprendre ce qui n'est pas à proprement parler une menace mais plutôt une mise en garde, il faut récapituler le projet immédiat de MACRON et décrypter l'analyse faite par la CFDT (et d'autres ...) de la situation électorale, donc politique, de la population française.

Emmanuel MACRON ne s'en cache pas : il veut mener à son terme la « réforme » du *Code du Travail* afin de donner plus de liberté aux entreprises ... A la différence de l'avant dernier Premier Ministre qui a fait passer la loi EL KHOMRY en utilisant l'article 49.3 de la *Constitution* afin de rendre impuissante la majorité parlementaire qui, comme l'opinion publique, contestait cette loi, il vaut gouverner sur ce sujet (et d'autres) par ordonnances ce qui implique que ce droit législatif lui soit accordé par la nouvelle majorité parlementaire qui sera élue au mois de juin prochain. Encore faut-il que cette nouvelle majorité coïncide avec une majorité présidentielle ...

Ce dont doute la CFDT au vu des résultats du 7 mai dernier.

La CFDT, comme beaucoup d'autres, a fait les comptes. Il y a 47 millions d'électeurs inscrits ce qui met la majorité absolue à 23,5 millions. Macron n'a eu les voix que de 22 millions d'électeurs dont environ 8,8 millions le choisissant contre Marine LE PEN. Ensuite, il y a les nombreuses abstentions qui ajoutées aux bulletins blancs et nuls concernent 15 à 16 millions d'électeurs inscrits. Il est peu probable que les 11 et 18 juin prochains les Français aient un comportement identique à celui du 7 mai dernier. Il y aura sans doute beaucoup moins d'abstentions et de bulletins blancs ; beaucoup d'électeurs de MACRON au second tour retourneront à leurs premières amours ...

Cette analyse comptable vaut aussi pour LE PEN ; des électeurs de « Debout, la France » déçus par les résultats médiocres de l'alliance entre leur parti et le FN disperseront leurs voix aux législatives de même que les « fillonistes » qui ont choisi MACRON par défaut l'abandonneront quand il s'agira d'élire les députés...

Il est par conséquent très peu probable que les candidats de « La République en marche » s'en sortent avantageusement au premier tour des législatives sans compter les traquenards du second tour avec ses possibles triangulaires voire quadrangulaires.

En conséquence de quoi, le projet de MACRON de démanteler encore davantage le *Code du Travail* risque de ne pas bénéficier d'une majorité présidentielle ni même parlementaire permettant de gouverner par ordonnance tout en essayant le choc de fortes mobilisations sociales contre lui !

Faut-il prédire que dans quelques mois, et peut-être même dans quelques semaines, le triomphant marcheur du Louvres aura une courbe de popularité qui piquera du nez ?

Une chose est plus importante, même si ce ne fut qu'un à côté de la campagne présidentielle : c'est l'arrivée sur le devant de la scène, pour quelques heures, quelques jours tout au plus, des salariés de WHIRLPOOL en grève contre la délocalisation de leur usine et leur licenciement à bon marché. Ils étaient tout seuls à se battre, avec quelques militants syndicaux de base, abandonnés non seulement des politiques mais aussi et surtout des appareils des grandes centrales ... Qui se sont rattrapés, croient-ils, en obtenant des patrons de WHIRLPOOL qu'ils accordent des indemnités de licenciement supérieures à celles envisagées précédemment.

Mais le reste du temps que font ces appareils qui laissent les salariés et les employés mal payés et menacés de la perte de leurs emplois se défendre seuls et plonger dans le désespoir ? Pas grand-chose de plus que beaucoup de politiques qui croient sans doute que les plaies se pansent avec de plus ou moins beaux discours !

De quel dialogue social la CFDT est-elle capable ? Et les autres grandes confédérations et fédérations ? Alors que les citoyennes et les citoyens montrent qu'ils ne veulent plus des vieilles structures de pouvoir qui ont fait leur temps, il est bien possible aussi que les travailleuses et les travailleurs de plus en plus malmenés et abandonnés inventent à leur tour de nouvelles formes de lutte pour mieux vivre de leur travail.

La France avec ses 67 millions d'habitants n'est pas un pays sclérosé et divisé auquel il faudrait donner des maîtres à penser pour le sortir d'affaire. C'est au contraire un pays dynamique, plein de projets qui n'avortent que parce les dirigeants et responsables ancrés dans leurs habitudes refusent de les prendre en compte.

Le printemps 2017 est-il annonciateur de la délivrance parce que les citoyens et les travailleurs compteront désormais sur eux-mêmes pour se débarrasser des obstacles qui les infantilisent et les paupérisent ?

On peut rêver, on peut y croire, on peut le faire.

Capitalismus delendus est.